

## LA VIE DE NOTRE GROUPE

### La deuxième réunion de lecteurs de « Socialisme ou Barbarie »

Le 25 juillet, s'est tenue à la Mutualité, la deuxième réunion de lecteurs de la Revue. Y assistaient environ 35 camarades, dont la plupart extérieurs à notre groupe.

La réunion avait en principe comme objet la discussion des textes publiés dans les numéros 2 et 3 de la Revue. Cependant, la presque totalité des camarades qui assistaient ayant déclaré qu'il n'avaient pas encore pu lire les articles du numéro 3, on décida que la discussion porterait sur le numéro 2 et particulièrement sur l'article : « Les rapports de production en Russie ».

Le camarade Cheulleu introduisit la discussion en rappelant l'énorme importance de la question de la nature de classe du régime russe pour la reconstruction idéologique et politique du mouvement révolutionnaire. L'obstacle fondamental que rencontre cette reconstruction est, depuis vingt ans, l'emprise écrasante du stalinisme sur la classe ouvrière ; la base politique et idéologique de cette emprise est la présentation de la Russie comme un état « socialiste » ou « ouvrier ». Le fonds de l'argumentation des staliniens et de leurs compagnons de route est simple : il n'y a plus de bourgeoisie en U.R.S.S., donc il n'y a plus d'exploitation. Cette idée est d'autant plus efficace, du point de vue de la propagande stalinienne, qu'il est incontestable que non seulement il n'y a plus de bourgeoisie en Russie mais que partout où le stalinisme prend le pouvoir il détruit, dans des délais plus ou moins courts, la bourgeoisie en tant que classe dominante. Cependant, il est tout aussi incontestable que, dans ces pays, l'exploitation subsiste, ou moins aussi lourde — sinon davantage — que dans les pays bourgeois traditionnels. Ce qu'il faut donc, c'est montrer clairement à la classe ouvrière qu'il ne suffit pas de détruire la bourgeoisie pour abolir l'exploitation.

Pour ce faire, il faut définir précisément ce qu'on entend par exploitation. Le premier aspect, le plus frappant, de l'exploitation se trouve dans la répartition du produit social, dans l'expropriation des producteurs d'une part du produit de leur travail et l'appropriation de ce produit par une classe sociale déterminée. L'existence de cet aspect de l'exploitation en Russie est indéniable, et Chaulieu rappelle que le jeu des différenciations des revenus en Russie aboutit à ce que 15 % au maximum de la population (la classe bureaucratique) disposent de plus de 50 % du produit consommable, ce qui dépasse vraisemblablement ce que l'on sait des pays capitalistes.

Mais, au-delà de cet aspect de l'exploitation, qui concerne la répartition du produit social, il y a un autre plus profond, qui est l'exploitation dans la production même. Cette exploitation, qui affecte toutes les manifestations de l'être humain, se traduit par l'asservissement complet des producteurs au cours de la production, la subordination complète du travail vivant à la machine, le fait que les ouvriers sont complètement étrangers à la gestion de la production ; la détermination de l'objet, des moyens et des modalités de la production se fait pour et par la classe dominante et ses agents, uniquement en fonction de ses besoins d'accumulation et de consommation improductive. C'est, plus que partout ailleurs, le cas en Russie, où les travailleurs dans l'usine sont asservis autant que dans un pays fasciste, transformés complètement en accessoires des machines et des instruments de production. C'est cet aspect de l'exploitation que Marx appelait l'aliénation (parce qu'il dépossède l'être humain de sa manifestation essentielle : le travail productif libre et créateur) qui est le plus important, et c'est celui-là qui s'est épanoui jusqu'à ses dernières limites dans le régime russe.

Cette exploitation s'exerce par la bureaucratie à son propre profit (en prenant le mot profit sans son sens le plus large). La bureaucratie russe s'est créée et existe sur la base de l'opposition entre les dirigeants et les exécutants dans le processus de la production. Sur cette base économique réelle du pouvoir de la bureaucratie, la propriété étatique universelle n'est que l'expression adéquate du monopole qu'exerce la classe bureaucratique dominante sur les moyens de production.

La durée du travail, son rythme sont fixés dictatorialement par les agents de la bureaucratie, indépendamment même de la question du travail forcé au sens propre du terme : dans les usines, les travailleurs « libres » sont asservis aux machines car la réglementation de la production, du rythme de travail, etc., par la bureaucratie a comme but constant d'augmenter le rendement indépendamment de toute considération pour le « matériel humain », dont l'usure est indifférente pour la bureaucratie, car cette matière première ne lui coûte pratiquement rien. Mais ainsi, la productivité du travail ne peut à la fin que baisser non seulement à cause de l'attitude négative qu'adopte le prolétariat face à la production, mais aussi parce qu'il est impossible d'établir ainsi un rapport normal optimum entre la machine et l'homme ; celui-ci ne peut plus intervenir dans la production selon l'expérience vivante que seul il possède de la machine et de toute l'activité productive. La bureaucratie essaie de pallier cette baisse de la productivité par un contrôle qu'épéoutiste renforcé des travailleurs, et les « syndicats » jouent explicitement, et d'après les déclarations officielles, le rôle d'encadrement de la force de travail pour la pousser au rendement.

La fameuse « planification » bureaucratique en Russie n'est que l'expression chiffrée des intérêts de la classe dominante, la planification de l'exploitation. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement, puisque c'est la bureaucratie elle-même qui planifie. On a voulu présenter cette planification comme quelque chose de progressif et permettant un développement illimité de

l'économie. Il n'en est rien, car tout d'abord, il n'y a pas de développement de l'économie dans l'abstrait ; la bureaucratie russe « planifie » l'économie en l'orientant vers la satisfaction de ses propres besoins, en lui donnant son propre contenu de classe. Le but de la planification russe est, de l'aveu même des apologistes ouverts de la bureaucratie comme Bettelheim, la réalisation du potentiel militaire maximum et aussi la satisfaction des besoins de consommation de la bureaucratie. Cette orientation se retrouve concrètement dans les plans russes, dans lesquels le développement de l'industrie lourde tient la première place et celui des industries d'objets de luxe ou considérés tels en Russie, la seconde, cependant que la production d'objets de large consommation reste pratiquement stationnaire. La planification stalinienne réalise à la plus haute perfection l'idéal capitaliste : faire travailler au maximum, rémunérer les travailleurs au minimum.

Par ailleurs, l'anarchie de la production capitaliste est remplacée, dans la « planification » bureaucratique, par le gaspillage et l'anarchie bureaucratique, qui ne sont nullement accidentels ni passagers, mais résultent des traits essentiels de la bureaucratie en tant que classe et essentiellement du fait que la bureaucratie, classe parasitaire et extérieure à la production proprement dite, ne peut pas réellement gérer cette production à laquelle elle est étrangère.

Quelle est la signification historique de ce régime ? On peut dire qu'il représente la dernière étape du mode de production capitaliste, dans le sens qu'ici la concentration du capital, facteur prédominant du développement du capitalisme, a atteint son ultime limite, puisque tous les moyens de production sont à la disposition et sous la gestion d'un pouvoir central, exprimant les intérêts de la classe exploiteuse. Il est aussi l'ultime étape du mode de production capitaliste en ce sens qu'il réalise l'exploitation la plus poussée du prolétariat. On peut donc le définir comme le régime du capitalisme bureaucratique, à condition de souligner qu'arrivé à cette étape, le capitalisme apparaît comme complètement différent du capitalisme traditionnel et même sur plusieurs points comme son véritable opposé. Ainsi, par exemple, aussi bien la bourgeoisie que la bureaucratie sont classes dominantes en tant que personnification de la domination du capital sur le travail. Mais, tandis que la bourgeoisie dirige la production en fonction de la possession qu'elle exerce sur les moyens de production, la bureaucratie possède collectivement les moyens de production en fonction de la gestion qu'elle exerce sur l'économie.

En terminant, Chaulieu souligne que l'expression la plus importante de l'identité entre le capitalisme bureaucratique et le capitalisme traditionnel est que ce dernier, comme le premier, développe les germes de la révolution prolétarienne tout d'abord, en développant les forces productrices, mais surtout en développant la conscience de classe du prolétariat. Car, malgré les difficultés infiniment plus grandes qui existent pour l'organisation du prolétariat sous un tel régime, il est évident que la suppression totale de la propriété privée et la domination de la société par une classe manifestement parasitaire démontrent clairement au prolétariat que seule sa propre domination peut changer le sort et l'avenir de l'humanité.

Les interventions des camarades, à la suite du rapport, furent diverses et nombreuses. Un camarade insista sur les aspects traditionnels et « privés de l'exploitation qui semblent subsister en Russie ; ainsi, par exemple, l'endettement de l'Etat (existence d'emprunts étatiques portant intérêt), la spéculation sur le marché « libre », le « fonds du directeur », donnant aux directeurs des usines soviétiques la libre disposition de 4 % du profit « planifié » de l'entreprise et de 50 % du profit supplémentaire,

Les « bilans noirs », traduisant des tractations plus ou moins « malhonnêtes » entre les directeurs d'usine, pendant lesquelles ceux-ci se comportent comme des entrepreneurs privés, etc. En définitive, il semble à ce camarade qu'il est difficile de dire que le capitalisme privé n'existe plus en Russie.

Chaulieu ne nie pas l'existence ou l'importance de ces phénomènes, mais en donne une interprétation différente, en rappelant que toute interprétation de tels phénomènes particuliers doit être subordonnée à une conception cohérente de l'ensemble de l'économie bureaucratique. Ainsi, dans l'« épargne » bureaucratique (sous forme d'emprunts ou de dépôts près des banques) il faut voir la tendance des bureaucrates individuels — et de la bureaucratie en tant que classe — d'assurer un fonds de consommation à ses membres indépendamment des vicissitudes mineures de leur carrière bureaucratique, en même temps qu'un moyen pour l'Etat d'utiliser les surplus non consommables du revenu des couches privilégiées. La dernière réforme monétaire a prouvé que l'Etat reste en définitive toujours maître de ces « capitaux » et qu'il peut les récupérer au moment voulu. De même en ce qui concerne les « fonds du directeur » : dans le capitalisme privé, le profit de chaque capitaliste ou groupe de capitalistes est fonction de la grandeur et de la position du capital que ceux-ci possèdent. Dans le capitalisme bureaucratique, le profit des membres de la classe dominante est indépendant d'un tel rapport spécifique avec le capital. Les « directeurs » ne constituent qu'une catégorie de bureaucrates parmi d'autres et il n'est même pas certain que ce soit le « fonds du directeur » qui soit la source principale de leurs revenus, ne serait-ce que parce qu'un grand nombre d'entreprises russes sont, du point de vue du « plan », déficitaires ; ce fonds joue le rôle de stimulant pour cette catégorie de bureaucrates, étant une sorte de « prime au rendement », et n'altère en rien les bases spécifiques de fonctionnement de l'économie bureaucratique.

Un camarade africain prit ensuite la parole pour souligner combien il est faux de lier la question de l'exploitation à la question de la propriété formelle. Il invoqua l'exemple, opposé et symétrique à celui de la bureaucratie russe qui exploite sans être propriétaire, de l'exploitation de la paysannerie coloniale par le capitalisme métropolitain ou local : le paysan, quoique « propriétaire » aussi bien de son champ que de sa récolte, n'en est pas moins radicalement exploité, étant d'abord obligé de vendre cette récolte aux monopoles capitalistes aux prix que ceux-ci fixent autoritairement, ensuite d'acheter les produits qu'il consomme à ces mêmes monopoles, à des prix également fixés par ceux-ci. Cette exploitation par les monopoles se conjugue avec l'exploitation par une bureaucratie coloniale spécifique.

Le camarade généralise ensuite son intervention, en constatant que le mouvement marxiste a jusqu'ici porté surtout son attention sur l'exploitation du prolétariat et qu'il a plus ou moins négligé les autres formes d'exploitation — par exemple l'exploitation coloniale — en tendant à assimiler le problème de la révolution coloniale au problème de la révolution dans les pays industriels, ce qui est inexact. Il termine en constatant qu'une révolution dans les pays avancés ne résout pas le problème, car une énorme différence de niveau technique subsisterait entre ceux-ci et les pays coloniaux et, sur cette différence de niveau technique, de productivité du travail et d'aptitudes des populations pourraient se greffer à nouveau des différenciations sociales.

Les camarades Chaulieu et Guillaume ont répondu au camarade africain en reconnaissant la réalité et l'importance extrême du problème qu'il posait. En effet, malgré l'énorme développement du capitalisme, la grande majorité de la population de la terre vit encore dans des conditions coloniales ou

semi-coloniales ; la question du rôle de la paysannerie doit effectivement être étudiée à nouveau et l'on doit reconnaître que les positions traditionnelles (par exemple celles des quatre premiers congrès de l'I.C.) sont insuffisantes. Il est évident que la révolution dans les pays avancés ne résout pas à elle seule le problème, car il n'y a pas de liberté d'importation. Ce problème devra donc être étudié avec la collaboration la plus étroite des camarades coloniaux.

Un autre camarade pose la question de savoir si la bureaucratie constitue une étape nécessaire du développement social et si la révolution russe aurait pu éviter la dégénérescence. La non maturité des conditions révolutionnaire en Europe après la première et même la seconde guerre mondiale semble indiquer que la bureaucratie était inévitable. S'il en est ainsi, n'est-il pas souhaitable que la domination bureaucratique se réalise au plus vite ?

Chaulieu répond qu'effectivement la bureaucratie a été la preuve de la non maturité du prolétariat pour la révolution, non pas tant dans le sens politique habituel, mais dans le sens économique : le prolétariat n'avait pas encore pris conscience du problème de la gestion ouvrière de l'économie, en tout cas n'a pas été capable de la réaliser et s'est laissé exproprier par la bureaucratie. Dans un sens plus général, la bureaucratie est objectivement « nécessaire » aussi longtemps que la décadence du capitalisme et la décomposition de la bourgeoisie se poursuit, sans que la révolution arrive à la victoire. Dans le même sens, le fascisme aussi est objectivement « nécessaire ». Mais notre attitude politique face à la bureaucratie n'est pas déterminée par ce facteur, mais par le fait que la bureaucratie est une classe exploiteuse qui assure la relève historique de la bourgeoisie, qu'elle est donc incapable d'assurer une nouvelle phase historique d'expansion des forces productives et de l'activité sociale. La seule racine de la « nécessité » de la bureaucratie, et même de son existence, est que le prolétariat n'a pas pu jusqu'ici instaurer son propre pouvoir économique et politique. Ceci soulève évidemment la question de la capacité historique du prolétariat ; selon nous cette capacité se développe constamment, mais toute discussion a priori sur cette question est vaine et oiseuse ; ce n'est que dans la pratique que le prolétariat montrera s'il peut ou non réaliser la société communiste.

Le camarade Marc, du groupe « Internationalisme », prend ensuite la parole pour dire qu'il perçoit, à travers nos positions actuelles, un tournant de notre groupe vers la théorie du « capitalisme d'Etat », tournant dont d'ailleurs il se réjouit, étant lui-même partisan de cette théorie ; que, tandis que jusqu'ici notre groupe était partisan de la théorie du « collectivisme bureaucratique », mettant l'accent sur les différences qui séparent le régime russe des sociétés capitalistes, nous affirmons maintenant l'existence de traits profonds communs aux deux régimes. Il faut maintenant tirer les conclusions de ce « tournant » et reconnaître que les Etats-Unis réalisent actuellement un régime analogue et que la guerre à venir sera la guerre entre deux blocs capitalistes.

Chaulieu répond que, malgré le peu d'intérêt que peut présenter pour la majorité des camarades cette question, il est nécessaire de mettre les choses au point. Il rappelle que lorsque notre groupe s'est formé, il existait, outre l'absurde théorie de l'« Etat ouvrier dégénéré » (professé par les trotskistes et aussi, à cette époque, par les bordiguistes), deux conceptions sur la Russie : celle du « capitalisme d'Etat » et celle du « collectivisme bureaucratique ». Notre évolution a été évidemment déterminé par l'existence de ces deux conceptions, dans le sens surtout qu'elles ont formé pour nous d'excellents repoussoirs. Ainsi, par exemple, sous le vocable de « capitalis-

me d'Etat », nous avons eu à lutter contre une conception complètement idiote (la seule qu'on nous a opposée) consistant à identifier exploitation et capitalisme, à nier les différences entre le régime russe et les sociétés capitalistes traditionnelles, à affirmer qu'en Russie l'Etat était devenu patron et que tout le reste reproduisait exactement le capitalisme connu, etc., etc. Nous avons été obligés de répondre à ces absurdités en soulignant constamment les énormes différences qui opposent le régime russe à une société capitaliste du type traditionnel. Rien de ce que nous avons dit sous ce rapport n'était faux ; mais notre analyse d'alors était incontestablement insuffisante, dans la mesure où elle n'était pas intégrée dans une conception générale de l'évolution de l'économie et de la société moderne. Nous avons fait cet élargissement de nos conceptions non pas aujourd'hui, mais déjà en mars 1948 et le camarade Marc doit se souvenir d'un exposé de Chaulieu de cette époque, pendant les conférences communes des groupes de gauche à la Mutualité, où l'essentiel de notre conception actuelle était déjà donné, conception qui, d'ailleurs, fut formulée également dans les textes publiés par nous dans le P.C.I. dès mars 1948, que le camarade Marc doit connaître également. Pour résumer d'une manière concise cette conception, il faut dire que le capitalisme bureaucratique représente la continuation du capitalisme traditionnel en tant qu'il pousse à sa limite la tendance vers la concentration totale du capital et l'exploitation sans bornes du prolétariat et qu'il continue à développer actuellement les prémisses de la révolution socialiste, mais qu'à part ceci, sur tous les autres points, il représente exactement l'opposé, l'antithèse complète du capitalisme (structure de la classe dominante, lois économiques, etc.). De plus, il est complètement faux de dire qu'actuellement la société russe est identique à la société américaine et que la guerre sera simplement la guerre de deux blocs capitalistes. Les U.S.A. sont loin derrière l'U.R.S.S. en ce qui concerne la concentration du capital et les différences sociologiques des deux régimes sont un facteur qui influe puissamment sur le caractère et les modalités de la guerre à venir.

Enfin le camarade Camille, du groupe bordiguiste français, et un autre camarade du même groupe, soulèvent la question du parti révolutionnaire — question relativement étrangère à la discussion — soutenant qu'il existe sur ce point des contradictions entre l'article « Socialisme ou Barbarie » et la résolution publiée dans le N° 2 ; ils nous critiquent parce que nous abandonnons la conception de Lénine sur la conscience de classe du prolétariat, expliquant d'ailleurs que cette conception de Lénine n'est pas essentielle pour le léninisme, se déclarant en gros d'accord avec la résolution sur le parti du N° 2 (laquelle, soit dit en passant, réfute longuement la dite conception de Lénine), insistent sur le fait que sans les intellectuels le prolétariat ne peut pas accéder à une conscience révolutionnaire, et pour finir nous accusent d'être des intellectuels.

Chaulieu répond qu'entre l'article « Socialisme ou Barbarie » et la résolution du N° 2, il n'y a aucune contradiction ; l'article « Socialisme ou Barbarie » reconnaît la nécessité du parti révolutionnaire, mais ne la concrétise pas, et ceci parce qu'à l'époque, notre groupe n'avait pas encore suffisamment discuté de cette question. Pour le reste, il entreprend une longue réponse, dont le contenu se ramène à une invitation aux camarades bordiguistes à se mettre d'accord avec eux-mêmes.

Guillaume intervient à la suite et son intervention provoque une polémique violente qui se termine dans une certaine confusion.

Cette deuxième réunion de lecteurs a marqué certainement un progrès sur la première, aussi bien du point de vue de la composition de l'auditoire

que du contenu de la discussion. N'avaient été les interventions des deux camarades bordiguistes à la fin, la discussion aurait été centrée autour de son sujet ; de toute façon, elle a été féconde et nous a permis d'avancer dans la compréhension de problèmes que se posent les camarades qui suivent notre effort. Mais il reste encore beaucoup à faire, aussi bien du point de vue de l'organisation technique des réunions (dates de réunions fixes et connues à l'avance, sujet défini, discipline dans la discussion) que du point de vue du contenu : il faut arriver à ce que ces réunions soient des véritables séances de collaboration avec les lecteurs et qu'elles démontrent la nécessité d'un travail politique organisé.

## PLAN DE TRAVAIL ET ELABORATION DU PROGRAMME

Le 17 juillet, la réunion du groupe fut consacrée toute la journée à la discussion d'un plan de travail pour 1949-1950, à partir de l'idée de l'élaboration d'un programme comme axe principal de ce travail.

On se souvient que la réunion du 10 avril, au cours de laquelle le groupe a adopté sa position actuelle sur le problème du Parti révolutionnaire et de sa construction (1) avait fixé comme tâche essentielle du groupe sur le plan politique la définition et l'élaboration d'un programme politique. La réunion du 17 juillet était destinée à concrétiser cette tâche et à la lier à l'ensemble de nos activités par un plan de travail rationnel.

Le rapport des camarades Guillaume et Chaulieu, qui servit de base à la discussion, montrait d'abord la liaison immédiate qui existe entre la tâche de construction d'une organisation révolutionnaire et celle de l'élaboration d'un programme. Le programme révolutionnaire est l'expression sur le plan universel des objectifs historiques du prolétariat et des moyens qui conduisent à la réalisation de ces objectifs. En définissant son programme, l'organisation révolutionnaire se définit elle-même et se donne un moyen tranchant de concrétiser son idéologie aux yeux de l'avant-garde et de se délimiter clairement par rapport aux courants opportunistes ou confusionnistes qui existent dans la classe. Dans ce sens, et au même titre que le parti révolutionnaire, le programme est une nécessité permanente pour la lutte de classes.

A la question si les conditions actuellement existent pour l'élaboration d'un programme révolutionnaire, on ne peut répondre que par l'affirmative. Toute l'expérience objective de la bureaucratisation de la société et du mouvement ouvrier est là depuis trente ans et attend d'être correctement formulée et systématisée. Ce serait revenir à des positions que nous avons formellement condamnées lorsque nous avons discuté la question du parti que d'adopter, sur ce problème crucial, des positions gittentistes face à la « spontanéité » de la classe, et de croire que celle-ci, dans son ensemble ou par des organismes partiels de lutte, créera des positions programmatiques que nous n'aurons qu'à adopter. Non seulement l'évolution idéologique de la classe est fonction d'une interaction constante entre celle-ci et l'avant-garde organisée, mais encore celle-là n'arrive à des positions programmatiques révolutionnaires d'ensemble — qui, d'ailleurs, ne sont ni systématisées, ni théorisées — que lors même de la phase révolutionnaire ; mais jusqu'alors, l'organisation révolutionnaire ne peut pas exister sans positions programmatiques, car celles-là seules sont la garantie de son homogénéité et de sa stabilité politique. S'il n'y avait que « l'expérience concrète » de la

(1) Voir *Socialisme ou Barbarie*, N° 2, pp. 94-107.